

**3 enseignants sur 10 en  
meurent dans certaines zones**

# L'École, orpheline du Sida

Des familles de grands-parents et de petits-enfants, des ménages tenus par des adolescents, des parents agonisants soignés par leurs enfants : en même temps qu'il dévaste des économies entières, le VIH/SIDA est en train de bouleverser les structures familiales et éducatives en Afrique, avec ce chiffre terrifiant de 11 000 nouveaux infectés par jour. Et il réduit à néant les progrès sanitaires, sociaux et économiques durement gagnés par l'Afrique en plusieurs décennies.

L'Asie court elle aussi à la catastrophe - moins étendue peut-être - à moins d'une action urgente. L'Europe de l'est a vu la progression alarmante des cas de sida provoqués par la toxicomanie. Aucune région ne peut ignorer la menace que fait peser le virus, et ses conséquences pour les systèmes éducatifs.

La situation est si grave que le Conseil de sécurité des Nations Unies s'en est emparé en janvier 2000, s'attaquant pour la première fois à un problème de santé.

Dans certains villages d'Afrique, 30 % des enseignants sont morts du sida. En Zambie, il y a eu 1 300 décès d'enseignants rien qu'en 1998. Une étude a révélé qu'en Côte d'Ivoire, au cours de l'année scolaire 1996-97, 140 enseignants étaient morts du sida et qu'un total de 519 étaient séropositifs. Ce rapport, qui estimait que la scolarité de près de 38 000 élèves du primaire allait s'en ressentir, concluait que si la tendance se poursuivait jusqu'à l'an 2000, 71 000 enfants au moins verraient baisser la qualité de leur apprentissage.

Outre l'effet psychologique dévastateur de la maladie et de la mort des enseignants comme des élèves, les effets structurels à long terme sur les systèmes éducatifs ont de quoi terrifier. « Si le sida continue de sévir, les écoles n'auront plus ni directeurs ni inspecteurs », s'alarme une récente étude de l'UNICEF. « Cela affaiblit la capacité du système scolaire de planifier, diriger et mettre en œuvre politiques et programmes. »

La moitié des nouveaux cas de maladies sexuellement transmissibles, dont le VIH, se produit chez les jeunes de 15 à 24 ans. « Pour qu'on ait une conduite sexuelle responsable, il faut qu'on nous l'apprenne », remarque Bradley Mauff, 16 ans, des Samoa occidentales. « Un

**En plein cœur de Dakar, l'"école au service des enfants de la rue" comme l'appellent ses fondateurs, est à peine visible de la rue. En réalité peu de passants connaissent son existence.**

enfant qui ignore les conséquences des relations sexuelles non protégées est complètement exposé. »

Avec 500 autres jeunes, Bradley s'exprime sur la santé sexuelle et génésique dans une brochure qui vient d'être publiée par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Tous demandent qu'on les informe mieux sur la sexualité, le VIH/SIDA, la planification familiale, le mariage et les soins à donner aux enfants. Ils rentrent chez eux persuadés qu'une éducation de qualité ne

devrait pas seulement répondre aux besoins fondamentaux, mais aussi contribuer au progrès des droits de l'homme, y compris du droit génésique.

« Il est temps d'inscrire la crise du VIH/SIDA au cœur de nos politiques d'éducation nationale », prévient le théoricien de l'éducation M. J. Kelly, de l'Université de Zambie, dans une analyse récente des effets du sida sur l'éducation. « L'école dans un monde ravagé par le sida ne peut être identique à ce qu'elle est dans un monde sans sida. » ●



## La prévention contre... le silence

**En Ouganda, lorsque la fréquence du VIH a approché les 10 % d'adultes infectés, des mesures nationales ont aussitôt été prises pour sensibiliser la population, encourager les changements de comportement et répondre aux besoins des personnes infectées ou malades. La fréquence du VIH a aujourd'hui reculé significativement parmi les jeunes, qui sont les plus exposés au fléau. Dans d'autres parties du monde, les projets préventifs se multiplient. En 1993, le Sri Lanka a introduit l'éducation à la population et à la vie de famille dans les programmes scolaires. Le Cambodge vient de faire traduire en khmer trois volumes de matériel éducatif préventif et a apporté une formation intensive à tous les enseignants du pays. En Thaïlande, le projet « Filles de l'éducation » finance la scolarisation des filles, promises**

**autrement au marché de la prostitution.**

**En Amérique latine, le Brésil a lancé un ambitieux programme national de prévention de 50 millions de dollars EU visant les jeunes, scolarisés ou non, et surtout ceux qui sont difficiles à atteindre, des détenus aux prostituées. Au Honduras, au Mexique et en République dominicaine, des ateliers de formation des enseignants sont organisés sous la houlette d'ONUSIDA.**

**Pendant toute l'année 2000, les ministres de l'éducation et de la santé des États arabes participeront à des ateliers afin de mettre au point des stratégies de prévention adaptées à la région, où le VIH/SIDA, tout en étant un problème, n'a pas atteint des proportions catastrophiques. Grâce à des campagnes d'information efficaces, un haut niveau de sensibili-**

**té aux risques attachés au VIH/SIDA caractérise les pays industrialisés, mais les minorités ethniques et les populations immigrées, qui contractent le virus plus que les autres, restent vulnérables. L'éducation préventive se poursuit, avec un certain succès. En Europe occidentale, 60 % des jeunes utilisent aujourd'hui des préservatifs lors de leur première relation sexuelle - soit six fois plus qu'au début des années 1990. C'est là un bon exemple de la responsabilisation des jeunes lorsqu'ils sont correctement informés. Si l'on peut espérer contrôler l'épidémie, ce sera grâce à eux. La première bataille contre la guerre du sida comme le souligne Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, c'est faire tomber le mur du silence et des tabous qui l'entourent.** ●

### Rwanda

## La décentralisation réanime les classes

Après le génocide de 1994, le ministère rwandais de l'Éducation s'est trouvé confronté à une mission quasi impossible - reconstruire un système éducatif presque totalement anéanti, privé d'écoles, de matériels, d'enseignants, de programmes et d'administration.

La première étape fut de rouvrir les écoles. Comme beaucoup d'étudiants n'avaient pu achever l'année scolaire précédente, un "semestre spécial" fut introduit au niveau primaire afin que les enfants puissent terminer leurs études et passer les examens de fin d'année. "Une fois que la population a vu que les écoles étaient à nouveau ouvertes, les réfugiés et les personnes déplacées ont commencé à retourner dans leurs villages au Rwanda, insufflant ainsi une vie nouvelle au pays", déclare M. Musabeyewu, directeur de l'enseignement préprimaire, primaire et spécial et coordinateur national du programme EPT. Au début de l'année 1995, le ministère et l'ensemble de ses partenaires ont mis l'éducation à l'ordre du jour d'une conférence spéciale sur les politiques et la planification de l'éducation afin de déterminer le "quoi", le "quand" et le "comment" de la reconstruction.

Priorité fut accordée à la mise en place d'infra-

structures et d'équipements et à la mise en œuvre de plans d'urgence pour la formation des enseignants à tous les niveaux. Un fonds spécial fut créé en faveur des orphelins du génocide afin qu'ils ne soient pas exclus du système scolaire.

Les pouvoirs publics adoptèrent également une approche novatrice en déléguant aux villages les tâches de reconstruction et de gestion. D'une part, chaque village eut à élire un comité de gestion comprenant une personne désignée comme responsable de l'éducation dans cette communauté. D'autre part, les parents furent mobilisés et invités à participer à la construction des écoles, plus par un apport de main-d'œuvre que par une contribution financière. Cinq ans plus tard, les progrès accomplis sont remarquables et l'atmosphère est à l'optimisme, confirme M. Musabeyewu - le nombre d'étudiants et d'enseignants a augmenté. Fin 1994, on comptait 16.825 enseignants et 820.238 étudiants répartis dans 1.283 établissements. Fin 1997/98, on recensait 22.638 enseignants, 1.167.274 étudiants et 1.991 centres d'enseignement. Le programme d'enseignement a en outre été harmonisé et des structures administratives (inspecteurs, conseil des examens) ont été mises en place.

## Echos

**VEDETTTE** : La salle de conférence de l'hôtel Méridien Président était littéralement envahie hier après-midi par les journalistes anglophones qui ont couvert la séance d'ouverture du Forum mondial sur l'éducation pour Tous à partir de leur salle de Presse non accessible à la traduction. Ces derniers étaient curieux et pressés de découvrir ce qui faisait applaudir le public pendant que le président Wade prononçait ses discours seulement. Ils sont donc venus en masse pour recevoir la version anglaise. Dans son discours, le président du Sénégal a critiqué les institutions internationales qu'il a accusées de s'adonner à beaucoup de gaspillages dans les programmes destinés à appuyer les pays en développement. Il a particulièrement critiqué le financement destiné à faire des études dont les conclusions ne servent pas à grand chose.

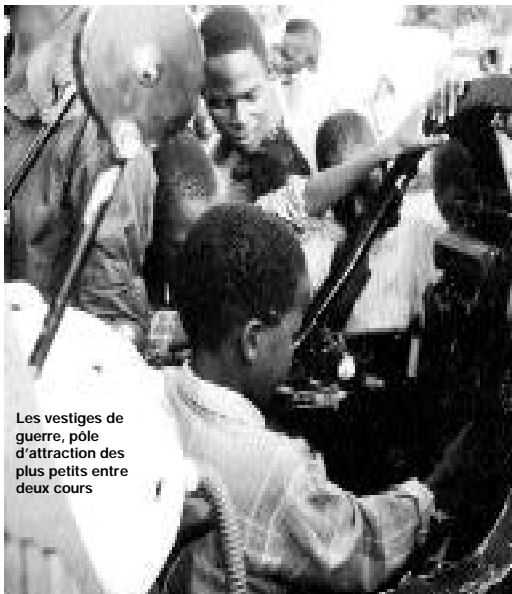
**ANNAN** : Mille cinq cents jeunes ont remis à Kofi Annan, Secrétaire général de l'Onu mercredi à Dakar, en marge du forum mondial sur l'Éducation, une déclaration pour réclamer une meilleure coopération entre les différents intervenants dans le domaine de l'Éducation et la reconnaissance juridique de l'Acapes, une ONG sénégalaise évoluant dans le secteur de l'Éducation, en tant que structure d'éducation et de formation.

**MANIF** : Un groupe d'élèves de la coordination nationale des écoles de formation des instituteurs du Sénégal (Conefi) a exprimé ses inquiétudes liées au recrutement, lors d'une manifestation tenue hier, mardi, devant l'hôtel Méridien Président qui accueille le Forum mondial pour l'Éducation. Selon leur porte-parole, Ibrahim Mbodji, " nous sommes actuellement 700 élèves-enseignants dans toutes les Efi du pays. A la fin de notre formation, l'Etat ne recrutera que 500 d'entre nous. Cela fera que 200 instituteurs seront en chômage alors que plus 2000 classes sont fermées, faute de maîtres ". Les élèves-enseignants qui brandissaient des pancartes, réclamaient également " le droit à l'éducation pour tous les enfants en construisant et en équipant des salles de classe dans toutes les zones rurales du pays ".

**AWARE** : Une soirée culturelle a réuni lundi les délégués à la Consultation internationale des Ong au Théâtre National Daniel Sorano. Le Congad, un consortium d'Ong sénégalaises, a voulu ainsi convier ses invités à un "Xawaara", une fête typiquement sénégalaise, combinant toutes les formes d'expression artistique et culturelle. Les Frères Guissé, un groupe local, ont assuré la première de ce "Get Together" à l'Africaine. Les noms de Nelson Mandela, Benjamin Moloise, Martin Luther King, souvent revenus dans les chansons, ont suffi au public cosmopolite pour deviner qu'il s'agissait d'un répertoire militant.

L'Ensemble Lyrique Traditionnel et le ballet La Linguère, expression vivante de la tradition musicale sénégalaise, ont ensuite proposé un spectacle où la musique, la danse, le théâtre, la poésie ont cohabité dans une parfaite symbiose. Le dimanche, le même "Xawaara" des Ong s'était déjà balladé à la Maison de la Culture Doua Seck où les Frères Guissé, Suzanne Camara et Cheikh Lo ont gratifié le public d'une très belle soirée.

**RAP** : Dans l'après midi du mercredi 26 avril, les groupes de Rap avaient pris le relais. A travers ce dernier spectacle, les organisateurs ont souhaité impliquer à leur manière, les jeunes et les adolescents qui sont les premiers concernés de ce Forum. Le concert de Rap dont le thème est "l'égalité des chances, de l'équité et de la généralisation de l'accès à l'école et pour le respect des promesses de Jomtien" a vu la participation de Positiv Black Soul et Pee Froiss, les deux principaux groupes de Rap au Sénégal.



Les vestiges de guerre, pôle d'attraction des plus petits entre deux cours